

RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF

PAYS: Burkina Faso, Benin, Togo

TYPE DE RAPPORT: EMESTRIEL, ANNUEL OU FINAL :Semestriel

ANNEE DE RAPPORT: 2022



Titre du projet: Programme d'appui à la prévention des conflits et de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du Bénin, du Burkina et du Togo

Numéro Projet / MPTF Gateway: IRF 356 N° : 00120376 _ 00120377_ 00120378

Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire ("Trust fund"):

- Fonds fiduciaire pays
 Fonds fiduciaire régional

Nom du fonds fiduciaire: Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la paix

Type et nom d'agence récipiendaire:

RUNO OIM (Agence coordinatrice)

RUNO PNUD

Veillez sélectionner

Veillez sélectionner

Veillez sélectionner

Date du premier transfert de fonds: 04/03/2020

Date de fin de projet: 04/03/2022

Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre? Non

Est-ce que le projet fait part d'une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:

- Initiative de promotion du genre
 Initiative de promotion de la jeunesse
 Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
 Projet transfrontalier ou régional

Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):

- Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire
- Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.
- Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s'il s'agit de différents bureaux pays, Vous aurez l'occasion de partager un budget détaillé dans la prochaine section.

Réceptiendaire	Budget Alloué (\$)	Transferts à ce jour (\$)	Dépenses à ce jour (\$)
OIM (Burkina Faso) :	1275000.00	1275000.00	
OIM (Bénin) :	500000.00	500000.00	
OIM (Togo) :	200000.00	200000.00	
PNUD (Bénin) :	900000.00	900000.00	
PNUD (Togo) :	400000.00	400000.00	
TOTAL	3275000.00	3275000.00	

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 100,14%

JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES

Les modèles de budget sont disponibles [ici](#)

Budgetisation sensible au genre:

Indiquez quel pourcentage (%) du budget contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) ? 15%

Indiquez le montant (\$) du budget dans le document de projet contribuant à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes: 495097.00

Indiquez le montant (\$) du budget dépensé jusqu'à maintenant contribuant à l'égalité des sexes ou à l'autonomisation des femmes: 491960,64

Marquer de genre du projet: GM1

Marquer de risque du projet: Moyen

**Domaine de priorité de l'intervention PBF (« PBF focus area »):
(2.3) Prévention/gestion des conflits**

Préparation du rapport:

Rapport préparé par: Equipe interagence

Rapport approuvé par:

Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: Veuillez sélectionner

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV. **CETTE SECTION EST OPTIONELLE**

Partie 1 : Progrès global du projet

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

Le projet a appuyé l'Observatoire national de prévention et de gestion des conflits communautaires (ONAPREGECC), l'Observatoire national des faits religieux (ONAFAR) et la Direction générale de la modernisation de l'état civil (DGMEC) au Burkina Faso, le Comité interministériel de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent (CIPLEV) au Togo et les Systèmes locaux d'alerte précoce (SLAP) et les Comités communaux de paix au Bénin. En collaboration avec le Conseil national de la jeunesse (CNJ) au Burkina Faso 132 jeunes (dont 50% de femmes) ont été formés en entrepreneuriat et plaidoyer. A la suite de la formation, les 120 jeunes avec les meilleures idées de projet ont bénéficié d'une subvention pour développer et/ou renforcer une activité génératrice de revenus. Au Togo et au Bénin, 535 jeunes et femmes bénéficiaires ont été également formés pour être opérationnels dans leurs micro-entreprises. L'accès aux services d'état civil et la justice a été accru avec l'accompagnement de 43 centres secondaires d'État civil dont 6 au Burkina, 12 au Togo et 25 au Bénin. Grâce à cet appui, 2200 cartes nationales d'identification (CNIB) et 600 jugements supplétifs ont été délivrés au Burkina Faso. L'installation de lampadaires solaires au Burkina, Bénin et Togo dans les espaces publics a contribué à réduire les risques d'insécurité et de criminalité dans ces localités transfrontalières.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n'est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l'objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Selon l'enquête de perception réalisée au Burkina Faso, les cadres de dialogue inter-religieux et les activités de sensibilisation des jeunes, des femmes et des leaders ont été très appréciées par les populations des communautés ciblées. Pour elles, les cadres inter-religieux ont favorisé la cohésion sociale, et promu le vivre ensemble et la tolérance entre les communautés de différentes confessions religieuses ; ils ont contribué au maintien de la paix par la prévention et gestion des conflits nés de la stigmatisation de certains groupes en fonction de leur croyance religieuse. Pour les personnes interrogées, ces actions du projet ont engendré un changement dans les relations intercommunautaires. Ces propos d'un bénéficiaire : « *actuellement dans nos communes, les populations peuvent se réunir autour d'un objectif commun sans distinction d'ethnie, de religion et cela contribue au maintien de la cohésion sociale* », illustrent bien ce résultat. De plus, l'appui donné aux jeunes pour renforcer leur résilience économique leur a permis de changer leur narratif : ils se sentent mieux valorisés, mieux outillés, ils ont l'espoir d'un lendemain meilleur, autant de facteurs qui réduisent l'attractivité des groupes extrémistes. La délivrance des services civils a permis aux institutions d'améliorer leur image auprès des populations. Enfin, les espaces de concertation permettent aux jeunes de constater qu'il est possible d'entamer le dialogue entre gouvernants et gouvernés.

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

- *“On track” – il s’agit de l’achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
- *“On track with peacebuilding results” - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.

Résultat 1: Les mécanismes locaux de dialogue, de prévention et de résolution des conflits sont renforcés pour une meilleure prise en charge des facteurs et risques de mobilisation par les groupes extrémistes

Veillez évaluer l’état actuel des progrès du résultat: **Veillez sélectionner**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Au Burkina Faso le projet a appuyé l’opérationnalisation des démembrements de l’ONAPREGCEC dans les 6 communes d’intervention et a renforcé les capacités de 120 membres sur les méthodes de prévention et de résolution pacifique des conflits communautaires. Le guide de gestion de prévention et gestion des conflits a été actualisé pour refléter les nouvelles dynamiques de conflit et les nouvelles approches de résolution pacifique préconisées. Avec cet accompagnement, ces institutions sont mieux outillées pour répondre aux besoins des communautés et contrecarrer le phénomène de l’extrémisme. Les 32 points focaux de l’ONAFAR ont sensibilisé la population à la tolérance religieuse et animé les cadres de dialogue inter-religieux. Ces cadres offrent aux différentes confessions religieuses l’occasion d’améliorer leurs connaissances mutuelles et contribuent à la déstigmatisation de certaines religions, ce qui trace le chemin vers la tolérance.

Au Togo, des dialogues communautaires avec les jeunes et les femmes ainsi que des dialogues inter religieux se sont tenus en ateliers préfectoraux. 62 jeunes dont 24 femmes, 80 leaders religieux et 189 membres dont 28 femmes des Comités préfectoraux et communaux ont acquis des connaissances et ont vu leurs capacités renforcées sur l’approche globale de prévention de l’extrémisme violent ainsi que les principes de médiation communautaire et le leadership transformationnel. Les jeunes, ayant pris conscience de l’importance de la question, ont élaboré des plans de restitution de ces dialogues avec les communautés pour promouvoir des communautés pacifiques et améliorer le vivre ensemble.

Au Bénin, six foras impliquant jeunes, femmes, leaders religieux, coutumiers et les FDS ont été organisés sur les menaces et risques sécuritaires dans les espaces frontaliers, l’extrémisme violent et le radicalisme, la prévention et la gestion des conflits. Ces foras ont aidé à renforcer les initiatives de cohésion sociale et à rapprocher les communautés des autorités administratives et sécuritaires. De même,

60 membres des Comités communaux de paix ont élaboré leurs plans de travail annuels. Ces Comités ont pu relayer les acquis des différentes sessions de formation reçues, à travers des séances de sensibilisation des populations via les radios communautaires sur les questions de prévention de conflits et d'extrémisme violent.

Le mécanisme transfrontalier d'alerte précoce établi a donné aux acteurs des 3 pays un cadre pour discuter des questions sécuritaires et de prévention de conflits. Avec le partage d'expériences et les leçons apprises, les membres ont convenu d'une stratégie commune pour prévenir et résoudre les conflits dans l'espace frontalier tout en considérant les spécificités propres à chaque pays. Mis en réseau, les membres se partagent les informations via WhatsApp et d'autres moyens de communication et font le suivi des activités menées.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Sachant que les jeunes et les femmes sont très souvent les cibles principales des groupes extrémistes menant au radicalisme et à la violence, le projet veille toujours à leur implication effective dans les actions de concertation et de sensibilisation. Aussi, ils occupent une place de choix au niveau des mécanismes et des cadres instaurés par le projet. Par rapport aux dialogues avec les femmes, un module sur le leadership féminin a été développé et a mis un accent particulier sur l'autonomisation de la femme. Les jeunes et les femmes qui participent aux différents dialogues se sentent valorisés car ils trouvent un espace pour se faire entendre pour exprimer de façon pacifique leurs revendications et proposer des solutions inclusives.

Résultat 2: Les populations les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, sont appuyés pour renforcer leur résilience socioéconomique.

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: **Veillez sélectionner**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

Au Burkina Faso, le CNJ a formé 132 jeunes, en gestion des microentreprises pour les aider à développer une activité génératrice de revenus. Par la suite, ils ont bénéficié d'un stage pratique auprès des personnes expérimentées dans les secteurs choisis pour mieux connaître les rudiments du métier. Pour des fins de transparence et de redevabilité, la sélection des jeunes et des femmes a été assurée par les représentants des organisations locales de jeunes et de femmes ainsi que des autorités locales. Cette démarche inclusive et participative a permis aux jeunes non sélectionnés d'accepter les bénéficiaires retenus parmi les 3000 candidats en fonction des critères communiqués et validés par la communauté. Sur les 132 jeunes formés, 120 ont bénéficié de la subvention en raison de la pertinence et de la viabilité de leurs microprojets. Les projets sélectionnés au Burkina Faso évoluent dans l'agriculture, l'élevage, l'artisanat et le commerce, conformément aux recommandations de l'étude réalisée sur les créneaux porteurs dans les zones transfrontalières des 3 pays. Le même processus a eu lieu au Togo et au Bénin pour accompagner les jeunes dans leurs microprojets. Les jeunes ont reçu une formation théorique et pratique avant de bénéficier des subventions du projet. Au Togo, avec l'appui de l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), trente-six (36) bénéficiaires individuels et douze (12) coopératives ont été mis en œuvre leurs microprojets. Outre l'opportunité de revenus, cette

initiative a aidé les jeunes à changer leur narratif car ils ne se perçoivent plus comme des êtres abandonnés, livrés à eux-mêmes mais plutôt, comme des acteurs utiles à la société avec un gros potentiel économique et social.

Pour répondre au faible accès des populations aux services d'état civil, le projet a appuyé 43 centres d'État civil dont 6 au Burkina, 12 au Togo et 25 au Bénin en matériels informatiques (tablettes, imprimantes, microordinateurs, clés de connexion, etc.) et formé 44 agents de santé sur les techniques de déclaration numériques des actes d'État civil (naissance/décès). Au Burkina Faso, les audiences foraines et les jugements supplétifs ont permis de délivrer des cartes nationales d'identité (CNIB) à 2200 personnes (dont 900 femmes) et des actes de naissance à 600 personnes (dont 469 femmes). Au Togo, 1600 jeunes ont bénéficié de jugement supplétif d'acte de naissance, certificat de nationalité et de carte d'identité nationale. Les documents d'identité délivrés permettent aux détenteurs d'exister légalement, de jouir de leurs droits civils et politiques et de réduire le sentiment de marginalisation induit par le manque d'accès aux services civils. Par exemple, les enfants peuvent être scolarisés et les adultes peuvent accéder aux services de microfinance, souscrire à une assurance de santé et participer aux élections.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Le choix des bénéficiaires éligibles aux subventions a pris en compte les besoins des jeunes et des femmes. Par exemple, bien qu'une tranche d'âge de 18 à 35 ans ait été fixée, ce critère n'a pas été appliqué aux femmes qui ont en général moins d'accès aux opportunités économiques. Par ailleurs, les expériences cumulées dans l'accompagnement des jeunes, ont permis de constater que les activités génératrices de revenus initiées par les femmes se sont toujours avérées plus durables. Pour autant 50% des bénéficiaires sont des femmes. Le même principe a été respecté pour les activités d'amélioration d'accès aux services d'état civil. Au Bénin, la priorité a été accordée aux prestations administratives et judiciaires particulièrement profitables aux femmes et aux enfants.

Résultat 3: La perception de l'insécurité est réduite grâce à un environnement plus sûr

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat : **Veillez sélectionner**

Resumé de progrès: (Limite de 3000 caractères)

La mise en œuvre des activités dans le cadre de ce résultat a concerné uniquement les activités d'éclairage de lieux publics. Au Togo, vingt (20) lampadaires ont été remis aux autorités et installés dans les préfectures de Cinkassé et Tône et 93 au Burkina Faso dans la province du Koulpélogo. Les premières impressions recueillies auprès des populations, ont montré que ces lampadaires ont contribué à réduire les risques d'insécurité et de criminalité dans ces localités transfrontalières. Vu que la stratégie du projet est de mettre en avant les autorités et les institutions publiques, ces dernières, avec l'éclairage des sites publics sont perçues comme des pourvoyeurs de services capables de répondre aux attentes de la population. Cette situation a renforcé chez les communautés le sentiment d'appartenance et a commencé à restaurer la confiance dans les autorités.

Au Togo, la confiance mutuelle entre les forces de défenses de sécurités (FDS) et les populations civiles a été également améliorée grâce aux campagnes médicales gratuites organisées dans les préfectures de Cinkassé et de l'Oti-Sud. Ces consultations ont été conduites par les médecins militaires qui ont apporté une assistance sanitaire aux couches défavorisées en matière d'ophtalmologie, de chirurgie, de gynécologie et en consultation dentaire entre autres. Ceci a contribué à réduire la méfiance entre envers les FDS.

Au Bénin, la collaboration entre autorités locales, FDS et populations s'est renforcée à travers des activités conjointement réalisées dans les communes de Natitingou, Cobly, Matéry, Boucoumbé, Tanguiéta notamment des campagnes de salubrité, journées porte-ouvertes, des matchs de football et des communications sur le mandat des FDS. Un participant à ces activités disait en particulier ceci : « j'avais peur des FDS et maintenant je me sens tout à fait à l'aise pour me rendre au commissariat pour n'importe quel besoin sécuritaire ».

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 1000 caractères)

Dans les villages où les lampadaires ont été installés, les sites choisis sont entre autres des écoles, des unités de soins, des points de forage, des marchés et des lieux de réunion qui sont tous utilisés par les hommes et les femmes. Les sites ont donc été choisis selon leur potentiel d'utilisation par les jeunes et les femmes. Par exemple, les lampadaires installés dans les écoles, offrent aux jeunes qui ont un accès limité à l'électricité dans leurs quartiers la possibilité de rester sur la cour de l'école un peu plus tard pour réviser leurs leçons et faire leurs devoirs. De même, dans les marchés éclairés sur la place publique, les femmes peuvent laisser leur étalage exposé plus longtemps, et profiter des acheteurs qui font leurs courses à la tombée de la nuit.

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionner les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
Résultat 1 Les mécanismes locaux de dialogue, de prévention et de résolution des conflits sont renforcés pour une meilleure prise en charge des facteurs et risques de mobilisation par les groupes extrémistes.	Indicateur 1.1 % de mécanismes locaux dans les zones frontières intégrant régulièrement dans leurs cadres de concertation, des échanges sur les facteurs favorisant la mobilisation par les groupes extrémistes.	0%	80%	80%		L'indicateur sera mesuré par l'évaluation finale
	Indicateur 1.2 % de mécanismes locaux (de dialogue, de prévention et de résolution des conflits) soutenus qui sont satisfaits des actions de renforcement des capacités (ventilé par pays, par types d'acteurs, par types d'appui -formation, équipement, encadrement).	0%	95%	95%	100%, les membres de mécanismes qui ont bénéficié des formations ont tous exprimé leur satisfaction quant aux formations reçues.	L'indicateur sera apprécié à travers l'évaluation finale

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 1.3 % d'acteurs clés interviewés déclarant que le risque de mobilisation des cibles potentiels par les groupes extrémistes est très faible dans leurs communautés. (Ventilé par pays, par type d'acteurs et par genre et par tranche d'âge)	29% (Bénin : 50%, Burkina faso : 37,50%, Togo : 00%)	100%	100%	NA	L'indicateur sera apprécié à travers l'évaluation finale
Résultat 2 Les populations les plus vulnérables, en particulier les jeunes et les femmes, sont appuyés pour renforcer leur résilience socioéconomique.	Indicateur 2.1 % de jeunes et de femmes affirmant que leurs capacités socio-économiques leur permettent de faire face à l'influence des groupes extrémistes. (Ventilé par pays, sexe, tranche d'âge)	64,90% (Bénin :58%, Burkina Faso :58,97%, Togo :82,79%)	85%	85%	NA	Indicateur sera mesuré par l'évaluation finale
	Indicateur 2.2 % de jeunes et de femmes bénéficiaires affirmant que leurs capacités socioéconomiques se sont accrues grâce aux actions du projet ; (Ventilé par pays, sexe, tranche d'âge)	80%	80%	80%	NA	Indicateur sera mesuré par l'évaluation finale

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 2.3 % de jeunes et de femmes qui se sentent mieux impliqués dans les cadres de concertations et dans la gestion de leurs communautés. (Ventilé par pays, sexe, tranche d'âge)	88,84% (Bénin :74,54, Burkina Faso :97,26%, Togo :97,95%)	95%	95%	NA	Indicateur sera apprécié à travers l'évaluation finale.
Résultat 3 La perception de l'insécurité est réduite grâce à un environnement plus sûr	Indicateur 3.1 % de personnes enquêtées (civiles et de FDS) qui affirment que la coopération entre les deux camps est satisfaisante dans le cadre de la sécurisation de l'espace BBT, et que les droits humains sont respectés. (Ventilé par pays, par catégorie de personne civils/SDF, par sexe et par âge)	0%	80%	80%	NA	Indicateur sera apprécié à travers l'évaluation finale.
	Indicateur 3.2 % de personnes (civiles/FDS) interrogées qui se sentent physiquement très en sécurité avec leurs familles dans l'espace BBT tout le temps.	90,03%, (Bénin : 96,29%, Burkina Faso : 91,19%, Togo :79,81%)	95%	95%	NA	Indicateur sera apprécié à travers l'évaluation finale.

	Indicateurs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Etapes d'indicateur/ milestone	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements
	Indicateur 3.3 Taux de diminution des cas de violation des droits humains par les FDS dans la zone d'intervention de l'espace BBT.	0%	- 50%	- 50%	NA	Indicateur sera apprécié à travers l'évaluation finale.

Partie III: Questions transversales

Veillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères): N/A

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

A l'issue des sessions de formation en plaidoyer et entrepreneuriat, les jeunes ont exprimé leur satisfaction par rapport à cette opportunité. Ils estiment avoir acquis de nouvelles connaissances qui ont changé leurs perspectives de vie. En plus de leur permettre de disposer de revenus, ces interventions ont aussi réduit les facteurs de vulnérabilité très souvent exploités par les groupes extrémistes. De même, les jeunes et adultes qui ne disposaient de documents d'identité ont affirmé être devenus plus confiants et moins vulnérables après avoir obtenu leurs documents car ils peuvent jouir de leurs droits civils et politiques. Grâce à leur nouvelle identité, ils peuvent accéder à des services civils, et sont donc moins marginalisés. Ils sont à même d'influencer les prises de décisions car ils peuvent participer aux élections.

Les actions du projet ont aussi contribué à améliorer la légitimité des mécanismes locaux à l'endroit des communautés dans leur rôle de plus en plus important dans la consolidation de la paix. Au Togo, au Bénin et au Burkina Faso ces cadres de concertation communautaire organisés entre les jeunes et les femmes et les leaders ont été fortement appréciés par les acteurs pour leur avoir permis de dégager une compréhension commune et mieux appréhender les défis qui se posent en matière de prévention des conflits. Ceci a également favorisé un meilleur rapprochement entre les autorités locales et les membres de la communauté qui à travers ces espaces a facilité une meilleure communication pour plus de concertation et de cohésion sociale. De plus, ces espaces de concertation permettent aux jeunes de constater qu'il est possible d'entamer le dialogue entre gouvernants et gouvernés et qu'il n'y a pas de barrière pour un dialogue efficace.

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) et 3 liens à des ressources web pour illustrer l'impact humain du projet [OPTIONAL]

<p>Suivi: Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)</p> <p>Les rencontres périodiques (en virtuelle) ainsi que l'élaboration des rapports mensuels d'activité, permettent de voir l'état de réalisation et de suivi des activités ainsi que des indicateurs. A l'interne de chaque pays, des sorties de suivi sont régulièrement conduites par les équipes projet (au moins une sortie par mois). De plus, une tournée a été effectuée dans les trois pays par l'équipe de coordination basée à Ouagadougou.</p>	<p>Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence? Oui</p> <p>Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Oui</p>
--	--

<p>Evaluation: Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Oui, il est en cours</p>	<p>Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 66495.00 USD</p> <p>Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation (Limite de 1500 caractères):</p>
<p>Effets catalytiques (financiers): Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet.</p>	<p>Nom de donateur: Montant (\$):</p>
<p>Effet catalytique (non financier): Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix?</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Aucun effet catalytique <input type="checkbox"/> Peu d'effet catalytique <input type="checkbox"/> Effet catalytique important <input type="checkbox"/> Effet catalytique très important <input type="checkbox"/> Je ne sais pas <input type="checkbox"/> Trop tôt pour savoir</p>	<p>Veillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non-financier) Veillez limitez vos réponses à 3000 caractères</p>
<p>Autre: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères)</p>	

Partie IV: COVID-19

Veillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19. CETTE SECTION EST OPTIONELLE

- 1) Ajustements financiers : Veillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19. \$ 0
- 2) Ajustements non-financiers : Veillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières. 0
- 3) Veillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :
 - Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication
 - Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables
 - Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières
 - Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

- Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »
- Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)